



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Un-pari-intenable>

Editorial

# Un pari intenable

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 800 - mai 1982 -

Date de mise en ligne : mardi 27 janvier 2009

Date de parution : mai 1982

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

PIERRE MAUROY vient d'accorder au patronat un allégement des taxes payées par les entreprises. Cette concession lui a dictée par son désir de « relancer l'économie », de pousser les entrepreneurs à investir pour « faire repartir la machine » avec l'espoir que cela, par miracle, allait résoudre la crise sans qu'il soit nécessaire d'analyser la nature profonde de la dite crise.

L'heure semble donc venue, où le pouvoir socialiste prend enfin conscience de l'obstacle à ses aspirations que représente le pouvoir économique et financier. Il avait cru pouvoir dire aux entrepreneurs : investissez, donc économisez sur la main d'œuvre, continuez ainsi à faire des profits, puis remettez-moi ces profits car il faut bien que je nourrisse les chômeurs que vos investissements ont créés ! (Dr, le patronat, logique avec ' ' )i du marché, estime évidemment que s'il investit, c'est dans son seul intérêt : s'il remplace ses employés par des machines automatiques, ce n'est pas avec l'intention de continuer à payer leurs salaires, fut-ce sous forme de taxes. Même si on invente encore des emplois, inutiles, pour faire semblant de rendre utiles les chômeurs secourus !

Or cette loi du marché, qui rappelle celle de la jungle, est la loi du plus fort : pressées par la concurrence de celles qui ont de gros moyens, les petites et moyennes entreprises ont de plus en plus de mal à survivre. Comment pourraient-elles contribuer, par des taxes, à l'entretien des chômeurs, alors que la compétition les pousse à la faillite ? La concession du gouvernement a été dictée par la crainte de ces faillites. Mais il doit du même coup comprendre que la loi du marché ne permet pas de compter sur les investissements des entreprises pour distribuer aux chômeurs le pouvoir d'achat qui devait relancer l'économie. Le pari qu'il en avait fait est bien intenable.

\*

Alors ? Va-t-il renoncer au changement promis, et revenir à la politique économique que les Français ont massivement rejetée le 10 mai dernier ?

S'il tentait d'y songer, la situation des pays où cette politique, dite aussi monétariste, continue à être l'honneur, est éloquente. Le Président Reagan, par exemple, a choisi d'alléger les taxes aux Etats-Unis. Un article de l'International Herald Tribune, de janvier dernier, titrait « Les soupes populaires, aux Etats-Unis, rappellent la grande dépression ». J'en traduis ici quelques passages :

« Pour la première fois, depuis de nombreuses années, le col. Kinnett, responsable de l'Armée du Salut dans l'Ohio, a commencé à se rappeler la Dépression. C'est le genre de souvenir auquel vous cherchez à échapper, dit-il, et pourtant il y a de plus en plus de jeunes gens et de femmes qui n'auraient jamais pensé avoir un jour besoin de la charité d'un repas ou d'un colis d'épicerie. Mais cette région industrielle est en train de chanceler et la honte apparaît sur leurs visages. Nous

l'entendons sans cesse. Ils disent : « Vous savez, je n'ai jamais eu à demander quoi que ce soit jusqu'à maintenant - et je n'aurais jamais pensé que j'aurais un jour à être ici ». Les hommes et les femmes qui ont perdu leur emploi dans la plus grande dépression industrielle de cette région, depuis des décennies, viennent en nombre de plus en plus grand s'asseoir sur les bancs grossiers des soupes populaires installées dans des églises et des centres communautaires... Le nombre de gens qui vinrent pour des repas gratuits en cette fin d'année a doublé par rapport à l'an passé...

« Sur le plan national, l'Armée du Salut estime que la demande de repas gratuits a augmenté de 10 à 30 % par rapport à l'an dernier et des entretiens avec les directeurs de ses centres confirment le schéma apparent : les foules affamées sont plus jeunes, et plus nombreuses sont les familles avec enfants dont les parents ne trouvent pas de travail.

« Leur histoire est habituellement la suivante : le père travaillait chez Chrysler, ou à la General Motors, ou chez Ford, il a été licencié et ils ont épuisé toutes leurs ressources. Un responsable du Milwaukee commente : « Il y a cinq ans, on pouvait estimer que 95 % des vagabonds devaient leur situation à l'alcool ou à une drogue quelconque. Aujourd'hui 70 % de nos hâtes ne sont que des sans-abri et des sans-travail. Ils ne sont pas à la rue par choix mais à cause des forces économiques et politiques. Pour nos hâtes aujourd'hui, être au chômage est une

réalité, ce n'est plus une exception. »

Le journaliste de l'International Herald Tribune exprime la conclusion tirée par de nombreux organisateurs de repas gratuits : « Les coupes opérées dans le programme social par l'administration Reagan, avec pour objectif la revitalisation de l'économie nationale en réduisant les dépenses du gouvernement, sont largement ressenties... ».

\*

On pourrait croire, à lire ces lignes, que les Etats-Unis viennent de traverser une crise de disette, qu'une catastrophe quelconque a détruit leurs récoltes. Le correspondant du Monde rapporte, le 16 avril, qu'il n'en est rien. Sous le titre « Crise chez les fermiers américains », voici ce qu'il écrit :  
*Washington. - Les agriculteurs américains s'arrachent les cheveux. 1982 sera, disent-ils, leur pire année depuis la grande dépression ; on prévoit un revenu agricole net compris entre 13 et 18 milliards de dollars contre 22,9 milliards en 1981. En monnaie constante, cela représenterait le tiers des gains de 1975. Et en dollars courants, la moitié de ceux de 1979.*  
*La crise est due essentiellement à la surproduction. Comme si les progrès techniques dont le Middle-W est avaient tant profité comment se retourner contre lui. Les récoltes de l'année dernière ont battu tous les records, d'où des surplus considérables et des baisses sensibles de prix.*

Tandis qu'un nombre croissant de gens meurent de faim, les fermiers s'arrachent les cheveux de ne pouvoir vendre leurs productions ! Il n'y a plus rien à espérer d'une économie dirigée par le marché. La loi du profit a fait son temps. La seule solution pour sortir de la crise est bien de supprimer salariat et profit afin que l'économie soit directement contrôlée par les besoins humains. N'est-ce pas la plus naturelle des motivations, que la compétitivité a complètement écarté ?